



Israël mène une véritable « guerre de l'eau » en Palestine

Assécher la Palestine : la guerre systémique de l'eau d'Israël

Par [Muna Dajani](#)

Mondialisation.ca, 07 janvier 2019

[Al Shabaka](#) 4 septembre 2014

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Droits humains et État policier](#), [Environnement](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Cet article a été publié par Mondialisation.ca le 4 janvier 2017. Le texte original a été rédigé en 2014. Cette « guerre de l'eau » se poursuit. Alors qu'Israël prétend aujourd'hui que la rareté de l'eau est due au réchauffement climatique, les Palestiniens disent que celle-ci est plutôt provoquée par cette guerre ...

Rappels

- * Israël pratique une politique systémique de destruction des ressources palestiniennes en eau et montre qu'il est prêt à contrevenir aux Conventions de Genève en se servant de l'eau comme outil de coercition et de contrôle.
- * Au cours des opérations militaires, Israël a ciblé l'infrastructure de l'eau en Cisjordanie comme à Gaza, perpétuant les crises humanitaires.
- * Les sept années de siège israélien sur Gaza doivent être considérées comme faisant partie de la guerre de l'eau, puisqu'en empêchant l'accès aux matériaux de réparation, de maintenance ou de développement de l'infrastructure de l'eau, Israël perpétue les dommages causés pendant les périodes d'attaque.
- * La guerre de l'eau paralyse le développement en Cisjordanie et à Gaza, et provoque des pertes économiques dans l'agriculture et l'industrie, ainsi que des risques sanitaires à long terme.
- * La restriction de l'accès palestinien à l'eau transforme ce qui fut la ressource gérée par la communauté en une marchandise et menace de modifier la relation entre les Palestiniens et leur terre.

Synthèse

Cibler l'infrastructure palestinienne de l'eau est une politique israélienne systémique et à double objectif pour empêcher l'existence de communautés palestiniennes durables. Dans cette note politique, Muna Dajani, membre de l'équipe politique d'Al-Shabaka et chercheuse en environnement, démontre qu'Israël cible les infrastructures de l'eau et montre comment la politique n'empêche pas seulement la croissance économique, mais pousse aussi les Palestiniens hors de leur terre. Elle observe la marchandisation de l'eau qui en résulte et avertit que ce processus est en train de changer les modèles traditionnels de la gestion communautaire de l'eau et qu'il pourrait modifier définitivement la configuration de la

société palestinienne. Pour combattre cette guerre de l'eau, Dajani propose des actions aux acteurs locaux, nationaux et internationaux – des campagnes de sensibilisation aux bases de données – pour mettre la question à l'ordre du jour politique. Elle exhorte également les donateurs à exiger des indemnisations pour les investissements perdus.

Israël a pratiqué une politique systémique de destruction des ressources palestiniennes en eau et a maintes fois prouvé qu'il était disposé à contrevenir aux Conventions de Genève dans son exploitation de l'eau comme outil de coercition et de contrôle.

La guerre de l'eau d'Israël

L'une des causes de la dernière attaque d'Israël sur la Bande de Gaza est l'infrastructure de l'eau de l'enclave côtière, qui n'a pas été épargnée par les tirs délibérés des missiles israéliens. Cette attaque sur l'infrastructure de l'eau n'est ni nouvelle, ni spécifique à Gaza, mais fait plutôt partie intégrante d'une campagne israélienne soutenue pour faire obstacle au développement des communautés palestiniennes et rendre leur vie quotidienne insupportable.

Afin d'empêcher qu'Israël continue de viser délibérément l'infrastructure de l'eau, il faut que le caractère systémique des dégâts qu'il a causés aux ressources palestiniennes vitales soit reconnu ; il doit être documenté et dénoncé, à tous les niveaux de la société palestinienne, par des campagnes de sensibilisation et des initiatives de la société civile. Les partenaires internationaux comme la Ligue des Etats arabes, l'Union européenne et les Nations unies doivent également faire pression sur Israël pour qu'il cesse et s'abstienne.

La politique qui consiste à refuser que les communautés palestiniennes aient accès à l'eau peut être considérée comme un outil de guerre utilisé continuellement par l'occupation israélienne et les autorités d'occupation, et qui, finalement, porte atteinte à la résistance palestinienne. Les répercussions de cette politique sont vastes. Parmi elles la dégradation de l'environnement à long terme, des dangers pour la santé publique à court et à long terme, et la privation d'eau potable pour une partie importante de la société civile.

Viser l'infrastructure de l'eau est interdit en vertu du [Protocole 1 - Article 54](#) de la Convention de Genève (1977) qui stipule :

« 2. Il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que des denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation, en vue d'en priver, à raison de leur valeur de subsistance, la population civile ou la Partie adverse, quel que soit le motif dont on s'inspire, que ce soit pour affamer des personnes civiles, provoquer leur déplacement ou pour toute autre raison. »

L'offensive soutenue d'Israël contre les infrastructures de l'eau palestinienne a été menée sur deux fronts : les dégâts directs et considérables causés délibérément au cours des opérations militaires à grande échelle, et les dommages à long terme en empêchant les réparations, l'entretien ou le développement des infrastructures de l'eau. Bien que rarement sur l'agenda politique, cibler les infrastructures de l'eau est une tactique identifiée et documentée de l'armée israélienne ; que ce soit sous la forme de bombes sur l'usine d'épuration des eaux résiduaires à Gaza ou sur les citernes de l'époque romaine qui fournissent toujours de l'eau dans un village reculé en Cisjordanie, les méthodes sont

intentionnelles. Le rapport Goldstone des Nations Unies, qui avait été chargé de documenter les violations des droits de l'homme au lendemain de l'attaque israélienne de 2008-2009 sur Gaza (opération « Plomb Durci »), [a confirmé](#) ce qu'il considérait comme une destruction « délibérée et systématique » de l'infrastructure de l'eau par Israël.

Les 51 jours d'assaut de cet été [l'article a été écrit en septembre 2014, ndt] sur la Bande de Gaza ne font pas exception. Au cours des bombardements, des personnalités politiques israéliennes auraient appelé à la coupure de l'approvisionnement en eau à Gaza, ainsi que l'électricité. Cela fait partie d'une rhétorique de guerre qui voit les infrastructures de l'eau et de l'électricité comme une arme politique de coercition.

Cibler les infrastructures de l'eau pendant les opérations militaires

Au cours de la décennie passée, lors de chaque attaque israélienne sur Gaza, les bombardements ont visé l'infrastructure de l'eau, des principales centrales électriques aux usines d'épuration des eaux résiduaires et aux réseaux d'eau. Les actions militaires ont ravagé les canalisations d'eau, les égouts et autres systèmes de gestion des eaux usées. Les rapports consécutifs à l'« opération Plomb Durci » ont montré que les dégâts ont privé d'accès à l'eau un tiers de la population de Gaza. Les dommages environnementaux ont été estimés à 44 millions de dollars.

Dans les premiers jours de la dernière opération militaire à Gaza, « Pilier de Défense », l'aviation israélienne a visé la station de pompage des eaux usées à l'ouest de Gaza-ville. En frappant sa cible, Israël a paralysé une infrastructure qui pompe 25.000 m³ d'eaux usées par jour vers la principale usine de traitement des eaux de Gaza. Après l'attaque, la municipalité de Gaza a annoncé qu'elle ne serait plus en mesure de traiter les eaux usées. Les frappes continues sur l'usine ont aussi contraint la direction à cesser de réparer les dégâts afin d'éviter que les membres du personnel ne soient blessés, après que 7 d'entre eux ont été tués en inspectant les premiers dégâts. Les bombardements israéliens suivants sur l'est de Gaza-ville ont frappé une conduite d'eau principale, déconnectant les zones à l'est de la ville et coupant l'alimentation en eau à plus de 1,5 million d'habitants.

Les pertes dans les seules infrastructures de l'eau ont été estimées (<http://gisha.org/updates/3235>) à 30 millions de dollars. Depuis le début de l'assaut de cet été sur Gaza, la principale usine de traitement des eaux usées a été détruite, y compris le réseau de canalisations qui y était raccordé. Quatre puits, cinq réservoirs et d'innombrables réseaux de canalisation sont également devenus inutilisables. [En conséquence](#), plus de 100.000 mètres cubes d'eaux usées non traitées se sont écoulés dans les rues de Gaza et dans la mer.

Sans accès à l'eau potable, la majorité des habitants de Gaza doit chercher un refuge et les services de base hors de chez eux. La destruction des puits et de l'infrastructure des eaux usées augmente ainsi la crise humanitaire. Avec des quartiers entiers envahis par les eaux d'égouts, on craint la propagation d'épidémies. Des hôpitaux bondés doivent maintenant traiter également les troubles digestifs, les allergies cutanées et les maladies d'origine hydrique et respiratoire. Un [porte-parole d'Oxfam a déclaré](#), « Nous travaillons dans un environnement dont l'infrastructure d'eau est complètement détruite, ce qui empêche les gens de Gaza de cuisiner, de tirer la chasse d'eau des toilettes ou de se laver les mains. Le risque sanitaire est actuellement énorme [...] et il faudra des mois ou des années pour que l'infrastructure de Gaza soit complètement remise en état. »

Dans ce cadre, le siège de Gaza peut – et doit – être compris comme une continuation de la politique de ciblage des infrastructures d'eau. Avec des restrictions drastiques sur ce qui est autorisé à entrer dans la Bande de Gaza, la reconstruction de l'usine de traitement des eaux usées, suite aux attaques de 2008, a été impossible. Au-delà de la reconstruction, les réparations régulières sont également impossibles et la modernisation des systèmes pour les rendre plus efficaces ou plus durables est hors de question. Des innovations dans le traitement de l'eau et la construction d'une qualité de vie qui dépende de l'accès régulier à l'eau sont donc interdites ; de même les ressources disponibles s'épuisent rapidement, ce qui rend plus difficile de faire des projets.

Sans réparation, la terre de Gaza subit des dégâts durables. Il y a eu une rapide infiltration d'eau de mer et une surexploitation de l'aquifère pendant des années. Même les sources d'eau disponibles ne sont pas toujours potables : 95% de l'eau que les Palestiniens de Gaza consomment depuis des décennies se sont révélés [impropres à la consommation humaine](#). Les coupures d'électricité qui ont duré près d'une décennie ont limité la capacité du traitement de l'eau et donc la disponibilité de l'eau pour les ménages, et elles ont augmenté le rejet des eaux usées non traitées dans la mer. Même avant l'assaut de cet été sur Gaza, 90 millions de litres d'eaux usées [non traitées ou partiellement traitées](#) ont été déversés et continuent d'être déversés dans la mer chaque jour en raison de l'insuffisance des installations de traitement.

Les matériaux autorisés à entrer à Gaza, comme des générateurs, du carburant limité et des camions d'eau, ne compensent que temporairement et visent à fournir des services de base et un soulagement immédiat à une population déplacée. Ces mesures palliatives ne peuvent en aucun cas répondre aux problèmes d'approvisionnement en eau à Gaza et atténuent à peine les conséquences de la guerre de l'eau d'Israël. Il ne faudra pas seulement des millions de dollars pour mettre en œuvre les phases de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures, mais également beaucoup de temps, étant donné la situation actuelle de siège.

La guerre de l'eau menée sur le long terme dans les zones occupées

Encore plus insidieux a été la lente mais délibérée destruction de l'infrastructure de l'eau en Cisjordanie. La même politique de dommages intentionnels aux équipements de gestion de l'eau en période d'agression militaire a également été observée dans toute la région, le plus évident étant lors de l'invasion israélienne de la ville de Jénine en 2001 et 2002 qui a causé des dommages énormes (1) aux réseaux d'alimentation en eau et aux réseaux des eaux usées, interrompant tous les services pendant des semaines.

Les dommages causés aux infrastructures sont également plus progressifs et plus subtils, lorsque, en lieu et place du blocage des importations de matériaux, les démolitions sont devenues la norme, en particulier dans les communautés marginalisées de la zone C – 60% de la Cisjordanie en vertu des accords d'Oslo – et dans ce qu'Israël a déclaré comme « zone tampon » autour de la Bande de Gaza. Ces zones sous contrôle israélien direct ont été expropriées pour des raisons de « sécurité » et sont utilisées comme zones militaires et terrains d'entraînement pour l'armée d'occupation. Déclarer une zone militaire signifie presque automatiquement la destruction des terres agricoles, un danger de mort pour les habitants des communautés voisines, et l'expropriation de vastes étendues de terre.

Bien que des outils et du matériel puissent être disponibles dans la zone C, l'infrastructure est aussi difficile à construire que dans la bande de Gaza assiégée. Les Palestiniens qui

vivent dans cette zone doivent demander la permission aux autorités israéliennes pour maintenir, construire ou étendre leurs infrastructures de l'eau (l'autorisation doit également être requise dans les zones A et B, uniquement par l'intermédiaire du Comité conjoint de l'eau dont il est question ci-dessous). Lorsque la permission est - presque inévitablement - refusée, les habitants sont alors obligés de construire sans permission. Cela les expose au risque d'amendes et d'ordres de démolition.

Selon la coalition palestinienne [Emergency Water, Sanitation and Hygiene for Palestine](#) (EWASH), entre 2009 et 2011, 173 différentes installations de l'eau, d'assainissement ou d'hygiène ont été démolies, sans oublier la confiscation de camions-citernes qui sont utilisés comme moyen d'urgence lorsque l'accès à l'eau est refusé. Au-delà du ciblage systématique des infrastructures par l'armée israélienne dans la zone C, les habitants des colonies juives illégales ont également commis des actes de vandalisme et de destruction qui ciblent spécifiquement les sources d'eau palestiniennes et ils s'approprient fréquemment des sources naturelles pour leur propre usage de loisirs. Les colons peuvent être considérés comme agissant dans le cadre d'une claire politique israélienne qui considère un tel ciblage des ressources en eau comme une méthode de guerre tout à fait normale.

La destruction des anciennes infrastructures pour l'eau telles que les citernes ou les sources qui ont existé depuis toujours, prive non seulement les communautés marginalisées de la zone C de l'accès à l'eau mais détruit aussi un élément important de l'histoire palestinienne et détruit aussi la très réelle et ancienne relation organique de la communauté avec les ressources naturelles et l'héritage des ressources gérées localement. La même chose se produit à Gaza, où une zone frontalière occupée engloutit [environ 17% de la zone continentale de Gaza](#) et où [305 puits agricoles](#) ont été détruits entre 2005 et 2013. Cette zone tampon et les zones marquées sous la lettre C recouvrent la majorité des terres agricoles palestiniennes, et par conséquent s'attaquer ici à l'infrastructure de l'eau a de vastes implications sur la production économique et sur la capacité des communautés palestiniennes à être autosuffisantes. En raison de la destruction des infrastructures hydrauliques sur les terres agricoles, les Palestiniens dépendent davantage de l'aide, des importations et même des biens israéliens.

Sans accès à des sources d'eau régulières, propres et fiables, les activités industrielles, agricoles et commerciales s'amenuisent, entraînant une crise économique. Cela est particulièrement vrai pour les activités économiques hautement vulnérables et dépendantes des ressources en Palestine, comme l'agriculture. Dans ces conditions, seulement 6,8% des terres agricoles en Cisjordanie sont irriguées et ce même faible pourcentage donne la moitié des produits agricoles dans les territoires palestiniens occupés. Ces chiffres illustrent la perte stupéfiante d'opportunités économiques dans le secteur agricole, due uniquement à l'eau perdue en raison des restrictions et des démolitions israéliennes. Selon les estimations, cette perte de gain économique s'établirait à 1,44 milliard de dollars par an.

Transformer la relation avec la terre

Beaucoup de communautés dépendent de ressources d'eau de base comme les puits, les sources et les citernes pour répondre aux besoins domestiques. Souvent cette infrastructure a été construite depuis des décennies, sinon des siècles plus tôt, et elle a un urgent besoin de réparation. Des centaines de ces communautés en Cisjordanie souffrent des dégâts délibérés et des destructions infligées à leurs sources d'eau. Les citernes d'eau de pluie, les puits, les systèmes d'irrigation et les réseaux d'eau construits pendant la période pré-

romaine ont été la cible des forces militaires israéliennes. Les effets de la destruction de l'infrastructure de l'eau ne se limitent pas à la maladie, à l'absence de ressources vitales, à la perte de revenus ou aux possibilités de développement. À long terme, le ciblage par Israël des infrastructures hydrauliques impacte aussi profondément la relation que les Palestiniens entretiennent avec leurs terres. En privant les agriculteurs de l'accès à l'eau, Israël les chasse de leurs terres. Empêcher des éleveurs d'avoir accès à des citernes séculaires supprime les moyens de subsistance traditionnels et a pour effet de vider des villages riches de par leur travail, leurs familles et leurs traditions. Dans ce paradigme de la guerre de l'eau, il n'est pas surprenant que la vallée du Jourdain, riche en eau, soit l'une des zones les [plus brutalement attaquées](#) en termes de démolition d'infrastructures.

On peut dire clairement qu'il s'agit d'une guerre systémique contre l'eau menée contre la population palestinienne. Cette guerre à long terme détruira la relation organique que les villes et les villages ont avec les ressources en eau locales, et transformera des ressources en eau autrefois gérées localement en une marchandise – qui de plus est contrôlée par Israël. Les habitants d'aujourd'hui de Ramallah, par exemple, achètent leur eau à [Mekorot](#), la compagnie d'eau nommée par le gouvernement israélien. L'eau n'est plus une ressource communautaire, et sa commercialisation aux mains de l'occupation israélienne modifie encore la nature de la société palestinienne.

Exercer une pression politique pour protéger l'infrastructure de l'eau

La destruction de l'infrastructure de l'eau est un coup direct aux programmes palestiniens de développement qui ont été soutenus par les donateurs internationaux au cours des deux dernières décennies. Les donateurs versent des [milliards de dollars](#) dans des projets de gestion de l'eau, dans ce que l'on peut considérer comme un secteur qui dépend littéralement d'eux. La plus grande partie de ces milliards est dédiée à la reconstruction des infrastructures endommagées par les bombardements israéliens successifs. Parfois, le coût élevé de la remise en état décourage les organismes donateurs d'intervenir. Cela laisse des communautés comme [Susiya](#), dans les collines du sud d'Hébron, ou [Al-Farasiya](#) dans la vallée du Jourdain (à la fois des communautés bédouines ou troglodytes de quelques dizaines d'individus chacune) avec juste un accès à l'aide humanitaire la plus immédiate, qui revient alors à un moindre coût. Lorsque les forces israéliennes confisquent des camions-citerne, ceux-ci pourront éventuellement être remplacés, mais le cycle semble exclure toute solution à long terme aux crises en eau pour ces hameaux.

L'intervention des donateurs dans le domaine de l'eau doit aller de la fourniture de solutions temporaires à la pression politique active sur Israël afin que ses forces militaires cessent leur destruction stratégique des infrastructures. L'argent pourrait ensuite être investi dans le développement à long terme d'une infrastructure qui permettrait à la base d'habiliter politiquement les communautés palestiniennes, d'assurer l'accès à l'eau potable et permettrait le développement économique des secteurs industriel et agricole. Si les Palestiniens et la communauté des donateurs pouvaient être assurés que l'infrastructure était à l'abri des attaques israéliennes, ce serait la fin d'une politique qui a pour effet d'assécher les ressources palestiniennes.

Pour commencer, l'Autorité Palestinienne de l'Eau a condamné de façon répétée la destruction des citernes en Cisjordanie. Cela a permis de documenter les destructions et de montrer que les actions d'Israël violaient l'accord du Comité conjoint de l'eau de 2001. Ce comité avait été créé en tant que mécanisme pour assurer l'accès palestinien à l'eau en Cisjordanie par le biais d'un programme de gestion de l'eau qui a pour but de « garder

l'infrastructure de l'eau hors du cycle de la violence ». Cependant, étant donné que le comité fonctionne conjointement entre l'Autorité palestinienne (AP) et l'administration d'occupation d'Israël, il reste finalement sous le contrôle de la [puissance occupante](#).

Certaines ONG et des groupes de la société civile explorent d'autres moyens pour rendre Israël responsable de ses violations de l'accès à l'eau, pour imposer des mesures qui devraient être considérées comme un modèle et pourraient être renforcées. EWASH a collaboré avec le groupe de défense des droits des Palestiniens [Al-Haq](#) pour produire un rapport pour le Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Le rapport documente les violations de l'eau perpétrées par Israël et demande instamment une action basée sur le Pacte international des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels dont Israël est signataire. Toutefois, des initiatives sont nécessaires pour mobiliser les acteurs locaux et internationaux.

Au niveau des communautés palestiniennes, il y a un manque général de conscience et un sentiment d'impuissance qui prévaut quand il s'agit d'imposer les droits sur l'eau. Pour y remédier, les dirigeants communautaires doivent adopter les droits à l'eau comme élément important de leur lutte populaire contre l'occupation. Cela signifie sensibiliser les communautés à leurs droits et travailler à documenter de manière collective les violations subies, et se mobiliser collectivement pour exiger une action. L'attention portée à la crise de l'eau à Gaza a en partie stimulé l'action en Cisjordanie, où des campagnes ont été organisées pour fournir de l'eau à la population, même symboliquement. Ces efforts peuvent servir à sensibiliser la population à la guerre systémique de l'eau imposée par Israël, galvaniser les mesures qui s'imposent face à cette guerre et permettre l'acheminement de l'eau potable dans la bande de Gaza.

Au niveau national et international, il existe un besoin urgent de plaidoyers pour exposer les violations de l'eau dans tous les forums, ainsi que des initiatives pour s'associer aux campagnes mondiales pour les droits de l'eau des populations autochtones. En outre, l'Autorité palestinienne de l'eau et la communauté internationale des donateurs doivent être plus sensibles aux violations des droits sur l'eau et rendre Israël responsable de ses crimes.

Compte tenu de la situation actuelle, les mesures suivantes pourraient être prises :

1) La société civile doit:

- Attirer l'attention sur les cas de dommages ou de tentatives de dommages causés par les attaques contre l'infrastructure de l'eau.
- Former des coalitions pour un soutien mutuel.
- Organiser et tenir à jour une base de données complète sur la destruction de l'infrastructure de l'eau ainsi que la liste des personnes touchées et les effets à long terme des destructions.

2) Les mouvements présents sur le terrain doivent:

- Mettre le droit à l'eau à l'ordre du jour, en particulier au sein des comités de lutte populaire palestiniens afin que le droit à l'eau occupe une place dans l'agenda politique.
- Former des liens avec d'autres communautés autochtones qui s'efforcent d'imposer la justice dans l'accès à l'eau.
- Utiliser la lutte pour la protection des ressources en eau comme moyen de mobilisation pour les campagnes des populations autochtones à l'échelle mondiale.

3) L'Organisation de libération de la Palestine/AP doit:

- Documenter davantage les violations d'Israël
- Utiliser son statut d'État observateur aux Nations Unies pour rendre Israël responsable par les moyens dont disposent les Nations Unies.

4) Les gouvernements et les principales organisations intergouvernementales comme l'ONU doivent:

- Tenir Israël responsable de toutes ses violations des droits de l'homme
- Inclure le droit à l'eau dans cette problématique.
- Insister pour qu'Israël indemnise les donateurs pour la perte d'infrastructures mises en place par des organismes internationaux. La compensation pour les investissements des donateurs doit être réclamée.

Muna Dajani

Article original en anglais : Drying Palestine: Israel's Systemic Water War, Al Shabaka, le 4 septembre 2014.

Traduction conjointe et source : [Chronique de Palestine](#) & [ISM France](#), 4 septembre 2016.

(1) Mark Zeitoun, *Power and Water in the Middle East: The Hidden Politics of the Palestinian-Israeli Water Conflict* (New York: I.B. Tauris & Co Ltd, May 2008).

Muna Dajani est une chercheuse palestinienne en environnement à Jérusalem. Muna détient une maîtrise en développement international et environnement. Elle est actuellement étudiante au doctorat à la London School of Economics (LSE) au département de Géographie et Environnement. Ses recherches visent à identifier le lien entre l'identité, la résilience et l'agriculture sous occupation militaire, où l'agriculture revient pour une part à une forme de résistance culturelle. Ses domaines de recherche sont la politique environnementale, la gestion des ressources par la communauté et les impacts sociaux du changement climatique.

La source originale de cet article est [Al Shabaka](#)

Copyright © [Muna Dajani](#), [Al Shabaka](#), 2019

Articles Par : **[Muna Dajani](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca